



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 7 AVRIL 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1339

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-quatrième jour d'août 1897, pour le canton Granby, et de nommer par commission, en date du vingt-troisième jour de mars 1906, MM. George Vittré, rentier, J. Bruce Payne, manufacturier, Alonzo C. Savage, marchand, Arthur Kent, entrepreneur, Edouard H. Rousseau, rentier, Edgar Duhamel, marchand, Ernest Boivin, manufacturier, et Joseph E. Lavigne, marchand, du canton Granby, dans le comté de Shefford, commissaires de la dite cour.

1337

Proclamation

Canada
Province of
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 7th APRIL, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

1340

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty fourth day of August, 1897, for the township of Granby, and to appoint by commission dated the twenty third day of March, 1906, Messrs. George Vittré, rentier, J. Bruce Payne, manufacturer, Alonzo C. Savage, merchant, Arthur Kent, contractor, Edouard H. Rousseau, gentleman, Edgar Duhamel, merchant, Ernest Boivin, manufacturer, and Joseph E. Lavigne, merchant, of the township of Granby, county of Shefford, commissioners of the said court.

1338

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTE.

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1251

ERRATUM.

A la page 637, de la "Gazette Officielle" du 24 mars 1906, au numéro 1139, lisez mars 1906 au lieu de 1905. 1359

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Vaudreuil, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :
"Cercle agricole de la municipalité du village de Pointe Fortune."

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 3 avril 1906. 1335

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

1252

ERRATUM.

Page 637, of the "Official Gazette" of the 24th of March, 1906, at number 1139, read March, 1906 instead of 1905. 1360

Government Notices

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Vaudreuil, the following club is authorized under the following name, to wit :
"Farmers' club of the municipality of the village of Pointe Fortune."

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.
Quebec, 3rd April, 1906. 1336

Avis est par le présent donné que la compagnie "The American Surety Company of New York", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. William Thomas Stewart, courtier d'assurances, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires en la dite cité.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Québec, 30 mars 1906.

1297

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-deuxième jour de mars 1906, incorporant Christine Dupré, fille majeure, agent de manufacturiers, de Montréal, Henry Bradford Clark, agent de manufacturiers, de Montréal, James Napier, commis voyageur, de Toronto, Elmire Daigle, veuve de feu Louis Dupré, de Montréal, Sarah Newcomb, épouse séparée de biens du dit Henry Bradford Clark, de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Agir comme agents de manufacturiers dans les marchandises sèches, articles d'ameublement, fouritures et divers objets pour maison ; manufacturer, acheter, vendre les dits objets et en faire le commerce, et en général de faire toutes choses en rapport à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "The C. Dupré Company Incorporated", avec un fonds social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de mars 1906.

JOS. BOIVIN,

1299

Sous-secrétaire de la province.

No 356.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de Saint-Léon-de-Standon et de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester, le territoire décrit à l'acte 6 Ed. VII, chap. 57, statuts de Québec, par lequel acte la nouvelle paroisse de Saint-Nazaire de Dorchester a été formée et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Nazaire."

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1313

No 2054.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, les lots ayant les numéros 6 et suivants jusqu'à 20 inclusivement, dans le 3e rang sud-ouest du canton Chavigny, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Rémi-du-Lac-au-Sable, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1906. 1219.2

Québec, 27 mars 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Nominigüe, comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Notice is hereby given that "The American Surety Company of New York", authorized to carry on business in this province, by a new power of attorney, appointed Mr. William Thomas Stewart, insurance broker, of the city of Montreal, its chief agent, with its principal place of business in the said city.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Quebec, 30th March, 1906.

1298

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1906, incorporating Christine Dupré, spinster, manufacturers' agent, of Montreal, Henry Bradford Clark, manufacturer's agent, of Montreal, James Napier, traveling sales-man, of Toronto, Elmire Daigle, widow of the late Louis Dupré, of Montreal, Sarah Newcomb, wife separated as to property of the said Henry Bradford Clark, of Montreal, for the following purposes, namely :

To act as manufacturer's agent in dry goods, upholsterers supplies, house furnishings and sundries ; to manufacture, buy, sell and deal in and with the same, and generally to do all such things as are incidental to the carrying out of the objects of the company, by the name of "The C. Dupré Company Incorporated", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The company's chief place of business in the province of Quebec, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of March, 1906.

JOS. BOIVIN,

1300

Deputy Provincial Secretary.

No. 356.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipalities of Saint Léon de Standon and of Saint Malachie, in the county of Dorchester, the territory described in the act 6 Ed. VII, Quebec statuts, chap. 57, by which the new parish of Saint Nazaire, of Dorchester was formed, and to erect this territory into a distinct school municipality, by the name of "Saint Nazaire".

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1314

No. 2054.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, the lots bearing the numbers 6 and following to 20 inclusively, in the 3rd range south west of the township Chavigny, and to annex them to the school municipality of Saint Rémi du Lac au Sable, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only of the first of July next, 1906. 1220

Quebec, 27th March, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the village of Nominigüe, county of Labelle, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

**AVIS DE VENTE DE TERRAINS DANS LA
VILLE DE SAINT-LOUIS APPARTENANT
CI-DEVANT A LA COMPAGNIE D'EX-
POSITION DE MONTREAL.**

Le gouvernement de la province de Québec recevra, d'ici au premier mai prochain, des soumissions cachetées et adressées à l'honorable Auguste Tessier, Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'achat, soit en bloc de 92 lots, soit séparément pour chacune des trois séries des mêmes lots situés dans la ville de Saint Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, et désignés comme suit, savoir :

RUE MANCE.

PREMIÈRE SÉRIE, 37 LOTS.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 et 206.

6 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 228, 229, 230, 231, 232 et 233.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur.

Subdivision 14, numéros 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58.

9 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 et 96.

AVENUE ESPLANADE.

DEUXIÈME SÉRIE, 31 LOTS.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 et 248.

11 lots de 25 pieds de front, profondeur variant de 109½ à 114 pieds :

Subdivision 14, numéros 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 et 121.

RUE SAINT-URBAIN.

TROISIÈME SÉRIE, 24 LOTS.

24 lots de 25 pieds de front par 114 pieds de profondeur :

Subdivision 11, numéros 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 et 1210.

L'acquéreur ou le soumissionnaire devra s'engager à payer toutes taxes municipales, scolaires, de canalisation, etc., échues au jour de la vente et à écheoir.

Le prix d'acquisition de ces lots devra être payé moitié comptant et l'autre moitié en trois versements annuels portant intérêt à 5% à compter de l'acquisition et payables annuellement.

Un chèque accepté de cinq pour cent devra accompagner chaque soumission, lequel sera remis aux intéressés après l'adjudication ; mais dans le cas où l'auteur d'une soumission acceptée refuserait de donner suite à son offre, tel chèque sera confisqué au profit du gouvernement.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

**NOTICE OF SALE OF LOTS IN THE TOWN
OF SAINT LOUIS, FORMERLY BELONG-
ING TO THE MONTREAL EXHIBI-
TION COMPANY.**

The government of the province of Quebec, will receive, from now to the first day of May next, sealed tenders addressed to the Honorable Auguste Tessier, minister of Agriculture of the province of Quebec, for the purchase in block of 92 lots, or separately for each of the three series of the same lots situated in the town of Saint Louis, formerly belonging to the Montreal Exhibition Company, and described as follows, to wit :

MANCE STREET.

FIRST SERIES, 37 LOTS.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 and 206.

6 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 228, 229, 230, 231, 232, and 233.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 58.

9 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 and 96.

ESPLANADE AVENUE.

SECOND SERIES, 31 LOTS.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 and 248.

11 lots of 25 feet in front by a depth varying from 109½ to 114 feet :

Subdivision 14, numbers 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 and 275.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 and 121.

SAINT URBAIN STREET.

THIRD SERIES, 24 lots

24 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 11, numbers 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 and 1210.

The purchaser or tenderer must bind himself to pay all the taxes municipal, school, canal, &c., due on the day of the sale and to become due.

The purchase price of these lots must be paid half cash and the other half in three annual payments bearing interest at 5%, counting from the acquisition of the property and payable yearly.

An accepted cheque of five per cent must accompany each tender, which will be returned to the interested parties after the adjudication ; but in the event of the person making an accepted tender refusing to carry out his offer, such cheque will be confiscated for the benefit of the government.

On pourra obtenir tous autres renseignements et se procurer une copie du plan des terrains en question en s'adressant au ministère de l'Agriculture, à Québec.

Le gouvernement ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mars 1906

1193.2

No 190.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, le grand rang de Saint-Raymond, comprenant les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, les numéros 567 et suivants, jusqu'à 582, inclusivement, les numéros 623 et suivants jusqu'à 628, inclusivement, les numéros 631, 633, 634, 635, 640 et 641, et les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Raymond.

Le changement des limites de ces deux municipalités, s'il est accordé, ne concernera que les catholiques compris dans les limites du territoire formé par les lots dont les numéros sont donnés ci-dessus.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906.

1217.2



PROVINCE DE QUÉBEC

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 24 mars 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le JEUDI, 21 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Bloc A.

Range 2.—10, 50 m.; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m.; 13, 25 m.; 17, 27 m.; 18, 35 m.; 19, 27½ m.; 20, 22 m.

Range 4.—10 à 14, chacune 50 m.; ½ N. de 15, 25 m.; partie nord de ½ N. de 16, 15½ m.; ½ S. de 17, 25 m.; 18, 50 m.; 19, 50 m.; ½ N. de 20, 24½ m.; ½ S. de 20, 27½ m.

Range 5.—13 à 23, chacune 50 m.

Range 6.—½ N. de 10, 25 m.; ½ N. de 11, 25 m.; 13 à 16 et 20 à 23, chacune 50 m.

Range 7.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Range 8.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m. Rivière du Lièvre, branche N. O., Nos 7 et 8, chacune 50 m.

Rivière du Lièvre, branche du milieu, No 7, 40 m.; No 8, 30 m.; No 9, 65 m.

Haute Gatineau, 1, 2 et 3, chacune 45 m.; 4 et 5, chacune 50 m.; 6, 42 m.; 7, 8 et 9, chacune 25 m.; 10, 50 m.; 11, 35 m.; 12 à 20, chacune 50 m.; 21, 70 m.; 22 à 30, chacune 50 m.; 31, 60 m.; 32 à 7, 50 m. chacune.

SAINT-MAURICE.

Manouan 8 sud, 30 m.; 9 sud, 21 m.; Haut Saint-Maurice, 15, 60 m.; 16, 38 m.; 28, 62 m.; 29, 35

Any other information may be obtained and copy of the plan of the lots in question can be procured on applying to the Department of Agriculture, at Québec.

The government is not bound to accept the highest or any tender.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 17th March, 1906.

1200

No. 190.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Raymond, the great range of Saint-Raymond, comprising the lots having on the official cadaster of the parish of Saint-Raymond, the numbers 567 and following to 582, inclusively, the numbers 623 and following to 628, inclusively, the numbers 631, 633, 634, 635, 640 and 641, and to annex them to the school municipality of the village of Saint-Raymond.

The change of limits of these two municipalities will concern only the Catholics, comprised within the limits of the territory formed by the lots whose numbers are given herein above.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906.

1218



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

WOODS AND FORESTS.

Québec, 24th March, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands and Forests, in this city, on THURSDAY, 21st day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

UPPER OTTAWA.

Bloc A.

Range 2.—10, 50 m.; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m.; 13, 25 m.; 17, 27 m.; 18, 35 m.; 19, 27½ m.; 20, 22 m.

Range 4.—10 to 14, 50 m. each; N. ½ of 15, 25 m.; north part of N. ½ of 16, 15½ m.; S. ½ of 17, 25 m.; 18, 50 m.; 19, 50 m.; N. ½ of 20, 24½ m.; S. ½ of 20, 27½ m.

Range 5.—13 to 23, 50 m. each.

Range 6.—N. ½ of 10, 25 m.; N. ½ of 11, 25 m.; 13 to 16 and 20 to 23, 50 m. each.

Range 7.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

Range 8.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each. River du Lièvre, N. W. branch, Nos. 7 and 8, 50 m. each.

River du Lièvre, middle branch, No. 7, 40 m.; No. 8, 30 m.; No. 9, 65 m.

Upper Gatineau, 1, 2 and 3, 45 m. each; 4 and 5, 50 m. each; 6, 42 m.; 7, 8 and 9, 25 m. each; 10, 50 m.; 11, 35 m.; 12 to 20, 50 m. each; 21, 70 m.; 22 to 30, 50 m. each; 31, 60 m.; 32 to 37, 50 m. each.

SAINT MAURICE.

Manouan 8, south, 30 m.; 9, north, 21 m.; Upper Saint Maurice, 15, 60 m.; 16, 38 m.; 28, 62 m.;

m. ; 30, 30 m. ; 31 et 35 à 43, chacune 50 m. ; 44, 49 m. ; 45 à 66 chacune 50 m.

SAINT-CHARLES.

Rivière du Moulin 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m. ; rivière aux écorces 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; rivière au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4, 2½ m. ; canton Déchène, 18 m.

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2, 2 m.

SAGUENAY.

Rivière Malbaie, No 17, 37 m. ; canton Callières, 14 m. ; arrière canton Callières, 18 m. ; Saguenay Ouest 1a, 10 m., partie de Saguenay, 3 et 4 ouest, 49 m. ; Bergeronnes 1 est, 25 m. ; rivière Sainte-Marguerite, No 87, 24½.

Rivière Manicouagan : 8, 9, 13 à 28, chacune 50 m.

Rivière aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 à 13, chacune 50 m. ; Sault au Cochon : 1 est, 30 m. ; 2 est, 36 m. ; 3 est, 41 m. ; 4 est, 33 m. ; 4a est, 39 m. ; 5 est, 40 m. ; 5a est, 39 m. ; 6 est, 60 m. ; 7 est, 55 m. ; 8 est, 46 m. ; 9 est, 65 m. ; 10 est, 68 m. ; 2 ouest, 55 m. ; 3 ouest, 50 m. ; 4 ouest, 33 m. ; 5 ouest, 38 m. ; 6 ouest, 60 m. ; 7 ouest, 64 m.

Rivière Magpie : A, 52 m. ; B, 42.

Rivière Natashquan : 1 à 4, chacune 50 m.

Rivière Piashte Bay : 1 à 8, chacune 25 m.

Rivière Saint-Augustin : 1 à 8, chacune 25 m.

Ruisseau Vachon et Iles de Mai, 60 m.

GRANDVILLE.

Canton Bégon, No 14, 2½ m.

SAINT-LAURENT DE MATAPEDIA.

Canton Assemetquagan, 63 m. ; canton Ristigouche, rangs de la rivière 2 et 3, 1½ m.

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat : 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; rivière Matane A, 48 m.

BONAVENTURE OUEST.

Canton Carleton, rangs 5 et 6, 3½ m.

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPÉ EST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPÉ CENTRE.

Rivière Saint-Jean : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille est aussi payable immédiatement.

29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 and 35 to 43, 50 m. each ; 44, 49 m. ; 45 to 66, 50 m. each.

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4, 12 m. ; rivers aux Ecorces and au Canot, 39 m. ; river aux Ecorces, 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; river au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba, 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Dablon, ranges 2, 3 and 4, 2½ m. ; township Déchène, 18 m.

LAKE SAINT JOHN EAST.

Township Kenogami No. 2, 2 m.

SAGUENAY.

River Malbaie, No. 17, 37 m. ; township Callières, 14 m. ; rear township Callières, 18 m. ; Saguenay West, 1a, 10 m. ; part of Saguenay 3 and 4 west, 49 m. ; Bergeronnes 1 east, 25 m. ; river Sainte Marguerite, No. 87, 24½.

River Manicouagan : 8, 9, 13 to 28, each 50 m.

River aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 to 13, each 50 m.

Sault au Cochon : 1 east, 30 m. ; 2 east, 36 m. ; 3 east, 41 m. ; 4 east, 33 m. ; 4a east 39 m. ; 5 east, 40 m. ; 5a east, 39 m. ; 6 east, 60 m. ; 7 east, 55 m. ; 8 east, 46 m. ; 9 east, 65 m. ; 10 east, 68 m. ; 2 west, 55 m. ; 3 west, 50 m. ; 4 west, 33 m. ; 5 west, 38 m. ; 6 west, 60 m. ; 7 west, 64 m.

River Magpie : A, 52 m. ; B, 42 m.

River Natashquan : 1 to 4, each 50 m.

River Piashte Bay : 1 to 8, each 25 m.

River Saint Augustin : 1 to 8, each 25 m.

Vachon and May Islands brooks, 60 m.

GRANDVILLE.

Township Bégon No. 14, 2½ m.

SAINT LAURENT DE MATAPEDIA.

Township Assemetquagan, 63 m. ; township Ristigouche, river ranges 2 and 3, 1½ m.

RIMOUSKI EAST.

River Cap Chat, 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; river Matane A, 48 m.

BONAVENTURE WEST.

Township Carleton, ranges 5 and 6, 3½ m.

GASPE WEST.

River Sainte Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPE EAST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPE CENTRE.

River Saint John : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

Les limites, une fois adjudgées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en vigueur ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au Département des Terres et Forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres et Forêts.

1167

PARLEMENT DU CANADA.

RÉSUMÉ DES RÈGLES CONCERNANT LES BILLS PRIVÉS.

Avis à publier dans la GAZETTE DU CANADA.

51. Tous les avis exposeront clairement la nature et l'objet de la demande, et seront publiés une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives sous la signature et avec l'adresse du pétitionnaire ou de son agent. Les Avis en vue de lois constitutives doivent donner le nom de la compagnie projetée. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, les Avis doivent être publiés en anglais et en français. Si l'entreprise doit être déclarée être "à l'avantage général du Canada", mention doit en être faite dans l'Avis, et copie de l'Avis doit être expédiée au greffier de chaque municipalité intéressée ainsi qu'au secrétaire de la province; en foi de quoi une déclaration statutaire doit être présentée au greffier de chacune des chambres.

Avis à publier dans les journaux.

A. QUAND LE BILL PROJETÉ A EN VUE DE DONNER EXISTENCE LÉGALE,

1) A une compagnie de chemin de fer ou de canal: dans la principale cité ou ville de chaque comté ou district où doit être exécutée l'entreprise;

2) A une compagnie de télégraphe ou de téléphone: dans la principale cité ou ville de chaque province où doit être exploitée l'entreprise;

3) A des compagnies diverses, avec pouvoirs spéciaux ou exclusifs: dans la localité spécialement intéressée.

Pour les bills à l'effet de constituer des banques, des compagnies d'assurance, des compagnies de trusts et de prêts et emprunts ou des compagnies industrielles n'ayant pas de pouvoirs exclusifs, il n'est pas besoin de publier d'avis dans les journaux.

B. QUAND LE BILL PROJETÉ A POUR OBJET DE MODIFIER UNE LOI EXISTANTE.

1. Pour le prolongement d'un chemin de fer ou d'un canal, ou pour la construction d'embranchements de l'un ou de l'autre: dans la principale cité ou ville de chaque comté ou district intéressé;

2. Par la prorogation du délai déterminé pour la construction ou l'achèvement d'une entreprise, ou par l'extension des pouvoirs (généraux), ou par la modification du capital ou des obligations, ou de façon à porter atteinte à quelques droits des actionnaires, des porteurs d'obligations ou des créanciers: au siège social.

Des numéros de tous les journaux contenant l'avis doivent être envoyés au greffier de chacune des chambres.

Pétitions et Bills.

61. Doivent être déposés entre les mains du greffier de la chambre, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire du bill projeté et une somme suffisante pour en défrayer l'impression et

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are open for inspection in the Department of Lands and Forests, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

ADELARD TURGEON,
Minister of Lands and Forests.

1168

PARLIAMENT OF CANADA

SUBSTANCE OF RULES RELATIVE TO PRIVATE BILLS.

Notices in Canada Gazette.

51. All Notices shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be published weekly for five consecutive weeks, over the signature and address of the applicant or agent. Notices for acts of incorporation must give name of proposed company. In Quebec and Manitoba, Notices to be published in both English and French. If the words are to be declared for the "general advantage of Canada", it shall be so stated in the Notice, and a copy sent to the clerk of each municipality affected, and to the secretary of the province. A statutory declaration of this service to be filed with the clerk of each house.

Notices in Newspapers.

A. WHEN THE PROPOSED BILLS IS TO INCORPORATE.

1. A railway or canal company—In the principal city or town in each county or district in which works are to be constructed.

2. A telegraph or telephone company—In the principal city or town in each province in which it is proposed to operate.

3. Miscellaneous companies, with any special or exclusive powers—In the locality specially affected.

Bills incorporating banks, insurance companies, trust and loan companies or industrial companies not having any exclusive powers, do not require to be advertised in Newspapers.

B. WHEN THE PROPOSED BILL IS TO AMEND AN EXISTING ACT.

1. By extending a line of railway or canal, or by building branches thereto—In the principal city or town in each county or district affected.

2. By extending the time for the construction or completion of any works, or by extending the powers (general), or by altering the capital or bonds, or affecting any rights of shareholders, bondholders or creditors—At the head office of the company.

A copy of all Newspapers containing the Notice shall be sent to the clerk of each house.

Petitions and Bills.

61. A copy of the proposed Bill shall be deposited with the clerk of the house eight days before the opening of the session, with a sum sufficient to pay for printing and translating the same, and a further

la traduction. Il sera en outre versé un droit de \$200 après la deuxième lecture du bill.

49. Toutes les pétitions doivent être présentées au cours des trois premières semaines de la session, et tous les bills privés, pendant les quatre premières semaines.

56. Quand il s'agit d'une pétition pour la constitution d'une compagnie de chemin de fer ou d'une compagnie de canal, ou pour le prolongement d'un chemin de fer ou d'un canal déjà autorisés, il doit être fourni à l'usage du comité des ordres permanents un plan de l'emplacement projeté des ouvrages avec indication des comtés ou districts qu'ils doivent traverser.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,

Greffier du Sénat.

THOS. B. FLINT,

661 Greffier de la Chambre des Communes.

REGLE SPÉCIALE DU SÉNAT.

Lorsque est envoyé ou est présenté au sénat un bill à l'effet de ratifier un acte, un bail ou une convention, le bail, la convention ou l'acte doit être reproduit dans le bill en annexe ou autrement.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,

663 Greffier du Sénat.

RÉSUMÉ DES RÈGLES SPÉCIALES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CONCERNANT LES BILLS DE CHEMINS DE FER.

52. Les bills qui ont pour objet la constitution de compagnies de chemins de fer doivent être rédigés en conformité du Bill modèle ou type dont le greffier fournira des exemplaires.

a. Les dispositions qui s'écartent du bill type doivent être mises entre crochets.

b. Les articles de lois existantes qu'il est question de modifier seront réimprimés au complet, avec les modifications désirées insérées à leurs places entre crochets.

c. Les dispositions exceptionnelles doivent être clairement exprimées dans l'avis de demande.

53. Seront fournis au comité des chemins de fer au moins une semaine avant la mise à l'étude du bill, un plan attesté de l'emplacement du chemin de fer projeté et de toutes voies ferrées existantes ou autorisées dans la région que doit desservir la ligne projetée ou qu'elle intéresse de quelque façon, ainsi qu'une déclaration énonçant le montant du capital qu'on se propose de mettre dans l'entreprise et la manière dont on entend se procurer ces fonds.

THOS. B. FLINT,

665 Greffier des Communes.

EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers

fee of \$200 shall be paid after the second reading of the bill.

49. All petitions must be presented within the first three weeks of the session, and Private Bills within the first four weeks.

56. In the case of a petition for the incorporation of a railway company or a canal company, or for the extension of a line of railway or canal already authorized, a plan shewing the proposed location of the works and the counties or districts to be traversed thereby, shall be filed for the use of the committee on standing orders.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,

Clerk of the Senate.

THOS. B. FLINT,

662 Clerk of the House of Commons

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to the Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of schedule or otherwise.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,

664 Clerk of the Senate.

SUBSTANCE OF SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS, RELATING TO RAILWAY BILLS.

52. Bills for Acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the Model Bill, copies of which may be obtained from the clerk.

a. Provisions varying the Model Bill shall be inserted between brackets.

b. Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full, with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

c. Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

53. A certified plan showing the location of the proposed line of railway, and all existing or authorized lines within, or in any way affecting the district which is intended to be served, and an exhibit showing the amount of proposed capital and the manner in which it is to be raised, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the Bill.

THOS. B. FLINT,

666 Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any

ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des

matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which

chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1341

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, gliassoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être républié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mention-

such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1342

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall

ner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera

specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant

de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1343

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1344

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de la loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de sept pour cent "Income Bonds" de la compagnie, aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à 12.40 p. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie, dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi pour augmenter l'émission du stock de débentures ou obligations ou tous deux, autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits ou devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74, et ses amendements, s'appliqueront à telle émission additionnelle, à l'exception de la limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds au bureau de la compagnie trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,

Secrétaire.

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

1307

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de la loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de trois pour cent stock de débentures de la compagnie aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à 12.35 p. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi d'augmenter l'émission du stock de débentures ou obligations ou

Miscellaneous Notices

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled "An Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the seven per cent Income Bonds of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at 12.40 p. m., or as soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act to increase the issue of debenture stock or bonds or both, authorized by the act 62, Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue, with the exception of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

Income Bondholders desirous at attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the office of the company three days of least before the meeting.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,

Secretary.

Dated this 7th day of April, 1906.

1308

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the three per cent, debenture stock of the company will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at 12.35 p. m., or as soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act to increase the issue of debenture stock or bonds or both,

tous deux, autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits ou devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74, et ses amendements, s'appliqueront à telle émission additionnelle, à l'exception de la limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.
1305

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de quatre pour cent du stock de débetures de la compagnie, aura lieu au bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à midi et demi ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie, dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi, pour augmenter l'émission du stock de débetures ou obligations ou tous deux autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits et devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74 et ses amendements, s'appliqueront à telle émission additionnelle à l'exception de limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.
1303

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1905, et pour l'élection des directeurs.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 18 avril au 2 mai, ces deux jours inclus.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds au bureau de la compagnie, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT, président,
CHAS. D. BRASSEY, secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C., 7 avril 1906.

1301

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Berthier, du comté de Montmagny, s'étant con-

authorized by the act 62, Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue, with the exception of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.
1306

Dated this 7th day of April, 1906.

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the four per cent debenture stock of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at half past twelve o'clock or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act, to increase the issue of debenture stock or bonds or both authorized by the act 62 Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue with the exception of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.
1304

Dated this 7th day of April, 1906.

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held at the London office of the Company, No. 5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday, 2nd May, 1906, at twelve o'clock noon, to receive the report of directors and statement of accounts for the year ending 31st December, 1905, and to elect directors.

The transfer books will be closed from 18th April to 2nd May, both days inclusive.

Income Bondholders desirous of attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the office of the company, three days at least before meeting.

By order,

EDWARD DENT, president,
CHAS. D. BRASSEY, secretary.

5, Great Winchester street,
London, E. C., 7th April, 1906.

1302

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Bertier, county of Montmagny, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and

corps politique et incorporé, en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts révisés de la province de Québec.

ROBERT LAGUEUX, ptre,
Secrétaire.

Berthier, Montmagny, 27 mars 1906. 1317

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3210.

Dame Eliza Goulet, épouse de J. Hormidas Gendron, agent, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

JULIEN & BÉRARD,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1906. 1333

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 56.

Dame Mina Bercovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Laibovitch, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Laibovitch, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1906. 1331

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Azilda Leblanc, épouse de Narcisse Précourt, cultivateur, de Saint Antoine La Baie du Febvre, comté d'Yamaska, dans le district de Richelieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Narcisse Précourt, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

L. P. FOURNIER,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 20 mars 1906. 1201½

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1937.

Dame Sarah Bercovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Wolofsky, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Harry Wolofsky, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse.

Montreal, 7 février 1906. 1229.2

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7622.

Elbert Norman Jewell, ci-devant du canton de Brome, district de Bedford, agent d'assurance, et maintenant de lieux inconnus aux états-unis d'Amérique, a été poursuivi en séparation de corps et de biens et en séparation de biens par son épouse, Dame Victoria L. Leonard, du canton de Sutton, district de Bedford, commune en biens avec lui, dûment autorisée par un juge de la dite cour supérieure à ester en justice.

BAKER & BAKER,
Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 13 mars 1906. 1233.2

corporate, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

ROBERT LAGUEUX, priest,
Secretary.

Berthier, Montmagny, 27th March, 1906. 1318

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3210.

Dame Eliza Goulet, wife of J. Hormidas Gendron, agent, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

JULIEN & BÉRARD,
Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 30th March, 1906. 1334

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 56.

Dame Mina Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Laibovitch, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jacob Laibovitch, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1906. 1332

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Azilda Leblanc, wife of Narcisse Precourt, farmer, of Saint Antoine La Baie du Febvre, county of Yamaska, in the district of Richelieu, Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Precourt, of the same place, Defendant.
An action in separation as to bed and property, has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 20th March, 1906. 1202

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1937.

Dame Sarah Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife separated common as to property of Harry Wolofsky, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Harry Wolofsky, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1906. 1230

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7622.

Elbert Norman Jewell, heretofore of the township of Brome, district of Bedford, insurance agent, and now of parts unknown in the united states of America, has been sued in separation of bed and board and in separation of property by his wife, Dame Victoria L. Leonard, of the township of Sutton, district of Bedford, between whom community of property exists, she being duly authorized for all the purposes of said action by a judge of the said superior court.

BAKER & BAKER,
Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 13th March, 1906. 1234

Province de Québec, }
District d'Ottawa. }
No 1468. } *Cour Supérieure.*
Dame Marie-Louise Comeau, de Montcerf, épouse
de Damase St-Denis, marchand et cultivateur, de
Montcerf, canton Egan, district d'Ottawa,
Demanderesse ;

vs
Le dit Damase St-Denis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le dix-septième jour de mars 1906.
J. WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la demanderesse.
Hull, 19 mars 1906. 1133.3

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 2650. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Gross, de la cité et du district de
Montréal, épouse commune en biens de Abraham
Ornstein, tailleur, du même lieu, dûment autorisée
à ester en justice, a, ce jour, institué une action en
séparation de biens contre son dit époux.

Z. RENAUD,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1905. 999-4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. }
No 1433. } *Cour Supérieure.*

Dame Laure Thomas, du village de L'Annoncia-
tion, dans le district d'Ottawa, épouse de Alexan-
dre Napoléon Drouin, marchand, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Alexandre Napoléon Drouin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, ce 12 mars 1906.
ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, 12 mars 1906. 1015.4

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. }
No 1286. } *Cour Supérieure.*

Dame Rose Alma Gélinas, de la cité et du district
de Trois-Rivières, a, ce jour, institué une action en
séparation de biens contre son mari, Joseph
Philippe Désilets, ci-devant commerçant, du même
lieu.

E. D. BOISCLAIR,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 9 mars 1906. 1059-4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
No 1286. } *Cour Supérieure.*

Dame Philomène Brunet, de la cité de Salaberry
de Valleyfield, dit district, épouse commune en
biens de François-Xavier Séguin, épiciier, du même
lieu, a, ce jour, institué une action en séparation
de biens contre son dit époux.

J. G. LAURENDEAU,
Procureur de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 14 mars 1906. 1061.4

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 3045. } *Cour Supérieure.*

Hebert E. Cooke, ci-devant des cité et district de
Montréal, maintenant de lieux inconnus, a été pour-
sui en séparation de corps et de biens et en sépa-
ration de biens par son épouse, Dame Ellen McDer-
mott, de Montréal, dûment autorisée à l'effet des
présentes.

HENRY J. ELLIOTT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1906. 957.5

Province of Quebec, }
District of Ottawa. }
No. 1468. } *Superior Court.*

Dame Marie Louise Comeau, of Montcerf, wife of
Damase St-Denis, merchant and farmer, of Mont-
cerf, township Egan, district of Ottawa,
Plaintiff ;

vs.
The said Damase St-Denis, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause, on the 17th March, 1906.
J. WILFRID STE-MARIE,
Attorney for plaintiff.
Hull, 19th March, 1906. 1134

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 2650. } *Superior Court.*

Dame Mary Gross, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Abraham
Ornstein, tailor, of the same place, "dûment au-
torisée à ester en justice", has, this day, instituted
an action in separation as to property against her
said husband.

Z. RENAUD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 28th October, 1905. 1000

Province of Quebec, }
District of Ottawa. }
No. 1433. } *Superior Court.*

Dame Laure Thomas, of the village of L'Annoncia-
tion, district of Ottawa, wife common as to pro-
perty of Alexandre Napoléon Drouin, merchant,
of the same place, duly authorized à ester *et. jus-
tice*,
Plaintiff ;

vs
The said Alexandre Napoléon Drouin, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this cause, this 12th March, 1906.
ARCHER, PERON & TASCHEREAU,
Attorneys for the plaintiff.
Hull, 12th March, 1906. 1016

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
No. 1286. } *Superior Court.*

Dame Rose Alma Gélinas, of the city and district
of Three Rivers has, this day, instituted an action
for separation as to property against her husband,
Joseph Philippe Désilets, heretofore trader, of the
same place.

E. D. BOISCLAIR,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 9th March, 1906. 1060

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }
No. 1286. } *Superior Court.*

Dame Philomène Brunet, of the city of Salaberry
of Valleyfield, in said district, wife common as to
property of François-Xavier Séguin, of the same
place, grocer, has, to day, instituted an action in
separation as to property against her said husband.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney for plaintiff.
Salaberry of Valleyfield, 14th March, 1906. 1062

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 3045. } *Superior Court.*

Hebert E. Cooke, heretofore of the city and dis-
trict of Montreal, now of parts unknown, has been
sued for separation from bed and board and as to
property by his wife, Dame Ellen McDermott, of
Montreal, thereto duly authorized.

HENRY J. ELLIOTT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1906. 958

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2559.

Dame Annie Marshalok, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Pincas alias Pierre Wasilkofsky, du même lieu, marchand, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Pincas alias Pierre Wasilkofsky, de la cité et du district de Montréal, marchand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée contre le défendeur

HENRY WEINFELD,

Avocat de la demanderesse

Montréal, 8 mars 1906. 979.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1998

Dame Joséphine Favreau, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Thomas Gauthier, du même lieu, agent d'assurance, judiciairement autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs

Le dit Thomas Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13e jour de mars courant.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 21 mars 1906. 1171.3

Province de Québec.—District de Montréal

No 2427.

Dame Bertha Kolber, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Harris Bald, commerçant, tous deux des cité et district de Montréal.

M. G. LAROCHELLE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1906. 1093.4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Joseph Bohemier, Failli.
Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, en date du 30 mars courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont déjà fait), à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

WM. RENAUD,

E. LAMOUREUX,

Curateurs conjoints.

Montréal, 30 mars 1906. 1311

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
No 19.

In re Eugène Fortier, et Failli ;

Gatien & Lakeman, Curateurs conjoints.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux, après le 21 avril courant.

Toute contestation de tel dividende devra être faite avant la date sus-mentionnée.

GATIEN & LAKEMAN,

Curateurs conjoints.

87, rue Wellington.
Sherbrooke, 4 avril 1906. 1379

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2559.

Dame Annie Marshalok, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pincas alias Peter Wasilkofsky, of the same place, merchant, and duly authorized to ester in justice,
Plaintiff ;

vs

Pincas alias Peter Wasilkofsky, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant. ;
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HENRY WEINFELD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 8th March, 1906. 980

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1998.

Dame Joséphine Favreau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas Gauthier, of the same place, insurance agent, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.

The said Thomas Gauthier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of March instant.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st March, 1906. 1172

Province of Quebec.—District of Montreal.

No. 2427.

Dame Bertha Kolber, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Harris Bald, trader, both of the city and district of Montreal.

M. G. LAROCHELLE,

Attorney for plaintiff

Montreal, 12th February, 1906. 1094

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Joseph Bohemier, Insolvent.
We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been appointed curators to the estate of said insolvent, in date of 30th day of March instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims (if they have not done so), at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

WM. RENAUD,

E. LAMOUREUX,

Joint curators.

Montreal, 30th March, 1906. 1312

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 19.

In re Eugène Fortier, and Insolvent ;

Gatien & Lakeman, Joint curators.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on or after the 21st day of April, 1906.

Any contestation to this dividend must be filed with us before that date.

GATIEN & LAKEMAN,

Joint curators.

87, Wellington street.
Sherbrooke, Que., 4th April, 1906. 1380

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS

Dans l'affaire de The Three Rivers Gas, Heat and Power Company, En liquidation ;

et Liquidateur.

Avis est par le présent donné que, par jugement de l'honorable M. le juge Cooke, rendu le 12e jour de février 1906, un premier et dernier bordereau de dividendes a été déclaré. Les dits dividendes seront payés lundi, le 21e jour d'avril 1906.

Toute opposition doit être déposée devant moi avant la dite date.

LOUIS H. BACQUE,
Liquidateur.

1357

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } Cour Supérieure.
W. R. Webster & Co., Demandeurs ;

vs

F. R. Labonté, (Home Furniture Co.),

Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes de dix-neuf centins dans la piastre a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt-troisième jour d'avril 1906, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Sherbrooke, 5 avril 1906.

1351

Province de Québec, }
District de Pontiac. } Cour Supérieure.
No 787.

Dans l'affaire de Patrick S. Burman, du canton de Bristol, dans le district de Pontiac, commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 22e jour de mars courant, par ordre de la cour, "The Royal Trust Company" a été nommée curatrice des biens du dit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations, attestées sous serment, sous trente jours, dans notre bureau, No 109, rue Saint-Jacques, Montréal, Qué., ou 142, rue Wellington, Ottawa, Ont.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Curatrice.

Montréal, 30 mars 1906.

1309

Dans l'affaire de O. Lamontagne & Cie., confiseurs, de Québec, Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, payable à mon bureau, le ou après le 24 avril 1906, et sera sujet à opposition jusqu'au 23 avril 1906.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,
Curateur.

125, rue Saint-Pierre, Québec.

1373

Province de Québec,
District de Montréal. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Joseph Labonté, Demandeur ;

vs

Frank McCorry, restaurateur, de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le 4e jour d'avril courant, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 4 avril 1906.

1371

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of The Three Rivers Gas, Heat and Power Company, In liquidation ;

and Liquidator.

Notice is hereby given that, by judgment of Honourable Mr. Justice Cooke, rendered on the 12th day of February, 1906, a first and final dividend was ordered to be declared, and such dividends will be paid on Monday, the 21st of April, 1906.

Any objection must be filed with me before said date.

LOUIS H. BACQUE,
Liquidator.

1358

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } Superior Court.
W. R. Webster & Co., Plaintiffs ;

vs

F. R. Labonté (Home Furniture Co.),

Defendant and Insolvent.

A first and final dividend sheet of nineteen cents in the dollar has been prepared in this matter, open to objection until the twenty third day of April, 1906, after which date dividends will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Sherbrooke, 5th April, 1906.

1352

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } Superior Court.
No 787.

In the matter of Patrick S. Burman, of the township of Bristol, in the district of Pontiac, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, The Royal Trust Company was, on the 22nd day of March instant, appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors are required to file their claims, attested by affidavit, within thirty days, at our office, No. 109, Saint James street, Montreal, Que., or 142, Wellington street, Ottawa, Ont.

THE ROYAL TRUST COMPANY,
Curator.

Montreal, 30th March, 1906.

1310

In the matter of O. Lamontagne & Cie., confecti-
tioners, of Québec, Insolvents

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable at my office, on or after the 24th of April instant, and will be open to objection until the 23rd of April instant.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,
Curator.

125, Saint Peter street, Quebec.

1374

Province of Quebec, }
District of Montreal, } Superior Court.

In the matter of Joseph Labonté, Plaintiff ;

vs

Frank McCorry, restaurant keeper, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that on the 4th day of April instant, I was, by order of this court, appointed curator to the estate of the said defendant, who made an assignment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 4th April, 1906.

1372

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3846.

Mardi, le 27 mars 1906.

Présent : l'honorable Chs. de Lorimier, J. C. S.
Arthur Paquette et Omer Paquette, tous deux com-
merçants, de la ville de Berthier, dans le district
de Joliette, et y faisant affaires comme tels, en
société sous la raison sociale de "Paquette et
Frère", Demandeurs ;

vs

Dame Marie Laferrière, de la dite ville de Berthier,
épouse séparée de biens de Edouard Boulanger,
commerçant, du même lieu, et ce dernier pour
autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,
Défendeurs ;

et

Divers créanciers, Opposants.
Vu la requête de Jean J. Denis, l'un des oppo-
sants, et allégation d'insolvabilité des défendeurs, il
est ordonné que les créanciers des défendeurs soient
appelés par un avis, à être publié deux fois en
langue anglaise et deux fois en langue française
dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs
réclamations contre les défendeurs sous quinze
jours de la première insertion du présent avis dans
la dite *Gazette Officielle*.

Par le juge,

Pour vraie copie,

McCONVILLE & DUCHARME,

1315

G. C. C.

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 7307.

Vendredi, le 23 mars 1906.

Présent : L'hon. Chs. C. de Lorimier, J. C. S.
Joseph Chevalier et Herménégilde Chevalier, tous
deux marchands épiciers, de la ville et du district
de Joliette, et y faisant commerce d'épicerie,
foin, grain, paille, etc., en société, sous les nom
et raison de "O. Chevalier & Fils", Demandeurs ;

vs

J. A. Bissonnette, de Girard Station, paroisse de
Saint-Valérien, district d'Iberville, Défendeur ;

et

Divers créanciers, Opposants.
Vu la requête des demandeurs et l'insolvabilité
alléguée du défendeur, il est ordonné que les créan-
ciers du défendeur soient appelés, par un avis à être
publié deux fois en langue anglaise et française
dans la *Gazette Officielle de Québec*, à produire leurs
réclamations sous quinze jours de la première inser-
tion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle*.

Par le juge.

Pour vraie copie,

McCONVILLE & DUCHARME,

1211.2

G. C. C.

Licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le dis-
trict de Montréal, le six mars 1906, dans une cause
portant le No 785, dans laquelle Nazaire Chartrand,
commerçant, de la cité de Montréal, dans le district
de Montréal, est Demandeur ; et Bernard Milmore,
charretier, de la cité et du district de Montréal ;
Patrick Milmore, actuellement absent de cette pro-
vince, mais y ayant des biens ; Catherine Milmore,
de la ville de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse
de Thomas Dowds, du même lieu, et ce dernier tant

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3846.

Tuesday, the 27th March, 1906.

Present : The Honorable Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
Arthur Paquette and Omer Paquette, both mer-
chants, of the town of Joliette, in the district of
Joliette, and there carrying on business as such
in partnership, under the style and firm of
"Paquette & Frère, Plaintiffs ;

vs

Dame Marie Laferrière, of the said town of Ber-
thier, wife separated as to property of Edouard
Bélanger, trader, of the same place, and the latter
to authorize his said wife for the purposes hereof.
Defendants ;

and

Divers creditors, Opposants.
Seeing the petition of Jean J. Denis, one of the
opponents, and the alleged insolvency of the said
defendants, it is ordered that the creditors of said
defendants be called in, by two publications in the
french and english languages, in the *Quebec Official
Gazette*, and that the creditors do file their claims
herein within fifteen days from the date of the first
insertion of the present order in the said *Quebec
Official Gazette*.

By the judge,

True copy,

McCONVILLE & DUCHARME,

1316

C. C. C.

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 730.

Friday, the 23rd of March, 1906.

Present : The Honorable Chs. C. de Lorimier, J. S. C.
Joseph Chevalier and Hermenegilde Chevalier, both
merchants grocers, of the town and district of
Joliette, and there carrying on business in gro-
ceries, hay, grain, straw, &c., in partnership, under
the style and firm of "O. Chevalier & Fils", Plaintiffs ;

vs

J. A. Bissonnette, of Girard Station, parish of
Saint Valerien, district of Iberville, Defendant ;

and

Divers creditors, Opposants.
Seeing the motion of the plaintiffs and the alleged
insolvency of the said defendant, it is ordered that
the creditors of said defendant be called in, by two
publications in the french and english languages, in
the *Quebec Official Gazette*, and that the creditors do
file their claims herein within fifteen days from
the date of the first insertion of the present orde
in the said *Quebec Official Gazette*.

By the judge,

True copy.

McCONVILLE & DUCHARME,

1212

C. C. C.

Licitation

Notice is hereby given that under and by virtue
of a judgment of the superior court, sitting at
Montreal, in the district of Montreal, on the 6th
March, 1906, in a cause bearing the No. 785, in
which Nazaire Chartrand, trader, of the city of
Montreal, in the district of Montreal, is Plaintiff ;
and Bernard Milmore, of the city and district of
Montreal, carter ; Patrick Milmore, now absent
from this province, but having there any property ;
Catherine Milmore, of the town of Hull, in the
district of Ottawa, wife of Thomas Dowds, of the

personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, connue et désignée au cadastre hypothécaire du dit comté pour la dite paroisse, sous le No 432.

2° Une autre terre située au même lieu, connue et désignée au dit cadastre hypothécaire, sous le No 505—avec bâtisses dessus construites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1906, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, de Montréal, chambre No 31; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, à être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Avocats du demandeur.

Montréal, 15 mars 1906.

1091.2

[Première publication, 17 mars 1906.]

same place, and this latter as personally as to authorize his wife to these presents, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit :

1. One lot of land situate in the parish of Sainte-Marthe, in the county of Vaudreuil, known and designated on the official cadastral of the said county for the said parish under No. 432.

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated on said official cadastral under No. 505—with buildings thereon erected;

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1906, sitting the court, in the court house, in Montreal, room No. 31; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, to be deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BASTIEN, BERGERON & COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th March, 1906.

1092

[First published, 17th March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : { CHARLES EUGENE No 193. { PERRAULT, Dem-

mandeur; contre DAME HELENE KELLY, épouse de Napoléon Champoux et al, Défendeurs, et MM. Crépeau & Mailhot, avocats, procureurs distrayants.

Un certain immeuble étant le numéro deux cent trente-huit (238), du cadastre du canton d'Arthabaska, paroisse de Sainte-Victoire—circonstances et dépendances: sujet au paiement d'une rente foncière annuelle de six piastres, payable à Dame Adèle Lupien, veuve de feu Zéphirin Perrault.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif,

Arthabaska, 14 mars 1906.

Shérif.

1063.2

[Première publication, 17 mars 1906].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : { CHARLES EUGENE No. 193. { PERRAULT, Plaintiff;

against DAME HELENE KELLY, wife of Napoléon Champoux et al, Defendants, and Messrs Crépeau & Mailhot, advocates, distracting attorneys.

A certain immovable being number two hundred and thirty eight (238), of official cadastre for the township of Arthabaska, parish of Sainte-Victoire—circumstances and dependencies: subject to the payment of an annual land rent of six dollars, payable to Dme Adèle Lupien, widow of the late Zéphirin Perrault.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Victoire of Arthabaska, on the EIGHTEENTH day APRIL next, 1906, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office,

Arthabaska, 14th March, 1906.

Sheriff.

1064

[First published, 17th March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Province de Québec, } JOSEPH MAHEUX, re-

Beauce, à savoir : } quérant; contre PHILÉ-

No 12. } MON MAHEUX, insolva-

ble, et VITAL ELZEAR PARADIS, curateur.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Beauce.

Province of Québec, } JOSEPH MAHEUX,

Beauce, to wit : } petitioner; against PHI-

No. 12. } LEMON MAHEUX, in-

solvent, and VITAL ELZEAR PARADIS, curator.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Georges, en le premier rang du fief Sainte-Barbe de la Famine, côté nord-est du chemin public, contenant quarante pieds de front sur cent cinquante-trois pieds de profondeur, le tout mesure française; borné en front par le chemin public, en arrière partie par Joseph Gagnon et partie par le terrain ci-après décrit, au nord-ouest par J. Chaperon, notaire, et au sud-est par Joseph Gagnon, étant le dit emplacement partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-seize (596), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Georges—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement situé en arrière de celui sus-désigné, contenant quarante pieds de front, ayant quarante-cinq pieds de largeur au bout de la profondeur sur cent cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise; borné au front par le terrain sus-décrit, en arrière par Charles Fortin, au nord-ouest par le terrain ci-après désigné, et au sud-est par Ovide Buteau—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances.

3° Un autre emplacement situé au même endroit que le précédent, contenant deux perches et quatre pieds de front, ayant une perche et treize pieds et demi de largeur au bout de la profondeur, sur huit perches et huit pieds de profondeur; borné en front par Paul Gilbert ou représentants, en arrière par Charles Fortin, au nord-ouest par Joseph Gagnon, et au sud-est par le terrain ci-dessus décrit en second lieu; les deux derniers terrains ci-dessus en dernier lieu désigné étant aussi partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-seize (596), du cadastre susdit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le HUITIEME jour de MAI prochain (1906), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 2 avril 1906.

1319

[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Beauce.

Beauce, à savoir: JOSEPH LESSARD, Demander; contre FLORIAN CLOUTIER ET AL, Défendeurs.

L'immeuble connu et désigné sous le numéro douze cent soixante et onze (1271), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec bâties dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1906), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 13 mars 1906.

1013.2

[Première publication, 17 mars 1906.]

Ventes par le Sherif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province de Québec, } DAME MARY
District de Beauharnois. } GOODMAN ES-
No 1046. } QUALITÉ, Demanderesse; contre JOHN BOYD ET AL, Défendeurs.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de référence du township de Hinchinbrook, comme

1. A lot situate in the parish of Saint Georges, in the first range of the *Fief Sainte-Barbe de la Famine*, north east side of the public road, containing forty feet in front by one hundred and fifty three feet in depth, the whole french measure; bounded in front by the public road, in rear partly by Joseph Gagnon and partly by the lot hereinafter described, on the north west by J. Chaperon, notary, and on the south east by Joseph Gagnon, said lot being part of lot number five hundred and ninety six (596), of the official cadastre of the said parish of Saint Georges—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot situate in rear of the one herein above described, containing forty feet in front, having forty five feet in width at the end of the depth by one hundred and five feet in depth, the whole english measure; bounded in front by the lot above described, in rear by Charles Fortin, on the north west by the land hereinafter described, and on the south east by Ovide Buteau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Another lot situate at the same place as the preceding one, containing two perches and four feet in front, and one perche and thirteen feet and a half in width at the end of the depth; bounded in front by Paul Gilbert or representatives, in rear by Charles Fortin, on the north west by Joseph Gagnon, and on the south east by the lot hereinabove secondly described; the last two lots lastly herein above described being also part of lot number five hundred and ninety six (596), of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the EIGHTH day of MAY next (1906), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 2nd April, 1906.

1320

[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit: JOSEPH LESSARD, Plaintiff; No. 102 against FLORIAN CLOUTIER et al, Defendants.

The immoveable known and described as number twelve hundred and seventy-one (1271), on the official cadastre for the parish of Saint Joseph de la Beauce—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de la Beauce, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, (1906) at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Village Saint Joseph, Beauce, 13th March, 1906.

[First published, 17th March, 1906.]

1014

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Province of Québec, } DAME MARY
District of Beauharnois. } GOODMAN, ES-
No. 1046. } QUALITÉ, Plaintiff; against JOHN BOYD ET AL, Defendants.

A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the township of

lot numéro trente et un C (31 C), sur le premier rang du dit township de Hinchinbrook—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice de Hinchinbrook, JEUDI, le DIXIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 avril 1903. 1347
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } AMBROISE D'AOUST,
District } Demandeur; contre
de Beauharnois. } DAME EVELINA DUDE-
No 1284. } VOIR ET VIR., Défendeurs.

1° Un lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cent quarante (140)—avec les bâtisses dessus construites. A distraire d'icelui une pièce de terrain, de forme triangulaire, mesurant neuf pieds et cinq pouces, sur la ligne de division entre les lots numéros cent trente-neuf et cent quarante (139 et 140), et allant toucher la ligne de division entre les lots Nos 140 et 141, à vingt et un pieds du coin du dit lot No 141; borné vers l'est par le lot No 139, du côté sud-ouest par le lot No 141, et du côté nord par le résidu du No 140.

2° Un autre lot formant partie du lot de terre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cent quarante et un (141), de forme triangulaire, mesurant neuf pieds et cinq pouces de front sur la ruelle Tessier, et allant toucher à la ligne de division entre les lots 140 et 141, à vingt et un pieds du coin nord-ouest du dit lot No 141; borné vers l'ouest par la ruelle Tessier, vers le nord par le lot No 140, et vers le sud-est par le résidu du dit lot No 141—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, le HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, en une seule et même exploitation.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 avril 1906. 1345
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } LA VILLE DE SAINT-
No 157. } JEAN, corps politique
et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demandeur; contre DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL, Défendeurs.

Un terrain sis et situé au côté ouest de la rue Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous les numéros trois cent trois, trois cent quatre, trois cent sept et trois cent huit (Nos 303, 304, 307 et 308)—avec une maison en pierre et une serre y attenante, un kiosque, hangars, remises, écuries et autres bâtisses y érigées.

Hinchinbrook, as lot number thirty one C (31 C), on the first range of the township of Hinchinbrook—with the buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Patrick of Hinchinbrook, on THURSDAY, the TENTH day of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 4th April, 1906. 1348
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Quebec, } AMBROISE D'AOUST,
District } Plaintiff; against
of Beauharnois. } DAME AVELINE DUDE-
No. 1284. } VOIR ET VIR., Defendants.

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, as number one hundred and forty (140)—with the buildings thereon erected. Reserving therefrom a piece of land of triangular shape, measuring nine feet five inches on the division line between the lots numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty (139 and 140), and going to touch the division line between the lots Nos. 140 and 141, at twenty one feet from the corner of the said lot No. 141; bounded on the east by lot No. 139, on the south west side by lot No. 141, and on the north side by the residue of the No. 140.

2. Another lot of land forming part of the lot of land known and described on the official plan and book of reference as number one hundred and forty one (141), of the town of Salaberry of Valleyfield, of triangular shape, measuring nine feet five inches in front on Tessier street, and going to touch the division line between the lots 140 and 141, at twenty one feet from the north west corner of the said lot No. 141; bounded on the west by Tessier street, on the north by lot No. 140, and on the south east by the residue of the said lot No. 141—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, at the city of Salaberry of Valleyfield, on the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 4th April, 1906. 1346
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } THE TOWN OF SAINT
No. 157. } JOHNS, body politic
and corporate, having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL, Defendants.

A piece of ground lying and situate on the west side of Jacques Cartier street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the numbers three hundred and three, three hundred and four, three hundred and seven and three hundred and eight (Nos. 303, 304, 307 and 308)—with a stone house and a contiguous conservatory, a kiosk, sheds, coach houses, stables and other buildings thereon erected.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 4 avril 1906. 1365
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No 158. } **D'ECOLES POUR LA**
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SAINT-
JEAN. Demandeurs ; contre **DAME AUGUSTA**
M. GRANT ET AL. Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé au côté ouest de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent vingt-six (No 126)—avec deux maisons en bois et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 4 avril 1906. 1367
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **RCHIBALD McGARRY,**
No 1594. } **A** des cité et district de
Montréal, imprimeur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de John McGarry, écuyer, aussi du même lieu, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JAMES McGARRY,** du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Marie de Montréal, composé de la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-sept (187), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, contenant trente (30) pieds de largeur sur cinquante-deux (52) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front au sud-ouest par la rue Shaw, en arrière au nord-est par une partie du lot No cent quatre-vingt-neuf (189), du côté nord-ouest par la rue Erie, et du côté sud-est par une partie du dit lot No cent quatre-vingt-sept (187)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 3 avril 1906. 1349
[Première publication, 7 avril 1906.]

MANDAT DE LA VILLE DE MONTREAL-OUEST.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA VILLE DE MONT-**
No 1. } **REAL OUEST.** Demanderesse ; contre les terres et tenements de **JOHN TAIT TAYLOR,** ci-devant de George St. Halkirk Caithness, Ecosse, Grande-Bretagne, et maintenant de lieux inconnus, en dehors des limites de cette ville, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la ville de Montréal.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 4th April, 1906. 1366
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 158. } **SIONERS FOR THE**
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT
JOHNS, Plaintiffs ; against **DAME AUGUSTA M.**
GRANT ET AL. Defendants.

A lot of land lying and situate on the west side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and twenty six (No. 126)—with two wooden houses and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 4th April, 1906. 1368
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **RCHIBALD McGARRY,**
No 1594. } **A** of the city and district of
Montreal, printer, in his quality of executor to the last will and testament of John McGarry, esquire, also of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JAMES McGARRY,** of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Saint Mary's ward of Montreal, composed of the north west portion of lot number one hundred and eighty seven (187), of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, containing thirty (30) feet in width by fifty two (52) feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front to the south west by Shaw street, in rear to the north east by a portion of lot number one hundred and eighty nine (189), on the north west side by Erie street, and on the south east side by a portion of the said lot number one hundred and eighty seven (187)—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd April, 1906. 1350
[First published, 7th April, 1906.]

WARRANT OF THE TOWN OF MONTREAL-WEST.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TOWN OF MONTREAL**
No. 1. } **WEST,** Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN TAIT TAYLOR,** formerly of George St Halkirk Caithness, Scotland, Great Britain, and now of parts unknown, beyond the limits of this town, Defendant.

A lot of land situate in the town of Montreal

Ouest, dans le dit district de Montréal, connu et désigné comme subdivision ou lot numéro deux cent soixante et cinq (265), du lot officiel numéro cent quarante (140-265), dans la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front vers le sud-ouest par l'avenue Gazette, et contenant cinquante pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 4 avril 1906. 1369
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **OMER BRAULT**, menuisier, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **HERMAS DUQUETTE**, du même lieu, Défendeur.

Une propriété connue et désignée comme lot deux cent trente-huit A (238 A), de la subdivision du lot numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ayant front sur l'avenue Beaubien, contenant vingt-quatre pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 avril 1906. 1403
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LOUIS NAPOLEON DUPUIS**, bourgeois, de la cité et du district de Montréal, Demandeur et demandeur incident; contre les terres et tenements de **DAME ALMA PAGE**, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens de **Moïse Rochon**, constructeur, de la dite cité de Montréal, et le dit **Moïse Rochon** pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défenderesse et défenderesse incidente.

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent soixante et quatorze (174) et cent soixante et quinze (175), de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-cinq (325), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Hubert, moins, cependant, une lisière de terrain de quatre pieds sur toute la largeur des dits lots à être laissée à la profondeur de ces mêmes lots pour servir de ruelle commune—avec une maison et autres bâtisses construites sur les dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 avril 1906. 1405
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

West, in the said district of Montreal, known and designated as subdivision or lot number two hundred and sixty five (265), of the official lot number one hundred and forty (140-265), in the municipality of the parish of Montreal; bounded in front towards the south west by Gazette avenue, and containing fifty feet in width by eighty eight feet in depth, more or less, english measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th April 1906. 1370
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **OMER BRAULT**, joiner, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HERMAS DUQUETTE**, of the same place, Defendant.

A property known and described as lot two hundred and thirty eight A (238 A), of the subdivision of the lot number ten, of the incorporated village of La Côte Saint Louis, fronting on Beaubien avenue, containing twenty four feet in width by seventy eight feet in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th April, 1906. 1404
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LOUIS NAPOLEON DUPUIS**, gentleman, of the city and district of Montreal, Plaintiff and incidental plaintiff; against the lands and tenements of **DAME ALMA PAGE**, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of **Moïse Rochon**, builder, of the said city of Montreal, and the said **Moïse Rochon** to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, Defendant and incidental defendant.

Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and described as numbers one hundred and seventy four (174), and one hundred and seventy five (175), of the subdivision of the lot number three hundred and twenty five (325), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Hubert street, less, however, a strip of ground of four feet by the whole width of the said lots to be left in rear of these same lots to serve as a lane in common—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th April, 1906. 1406
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **THE AMES HOLDEN**
 No 538. } **COMPANY OF MON-**
TREAL, LIMITED, corps politique et dûment incor-
 poré, ayant son principal bureau et sa principale
 place d'affaires dans les cité et district de Montréal,
 Demanderesse ; contre **MEDARD LEMIEUX**, de
 Rapide L'Original, dans le district d'Ottawa, Défен-
 deur, à savoir :

Un lot ou morceau de terre étant partie du
 lot connu et désigné sous le numéro cinquante
 et un (51) du troisième rang du canton de Robertson,
 dans le district d'Ottawa, mesurant 65 pieds de lon-
 gueur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins,
 mesure anglaise ; borné en front par un chemin
 privé, au nord-est par un chemin public, en arrière
 et au sud-ouest par la propriété de Solime Alix—
 avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,
 dans le village de Papineauville, le **NEUVIEME**
 jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-
 midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
 Hull, 30 mars 1906.

Shérif.
 1401

[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit—Buckingham.

Ottawa, à savoir : } **WILFRED BLONDIN**,
 No 1360. } charretier, de la ville de
 Buckingham, dans le district d'Ottawa, Demandeur ;
 contre **CYRILLE PROULX**, cultivateur, de la
 paroisse de l'Ange-Gardien, dans le dit district
 d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Lots numéros dix-sept A (17A) et dix-sept B (17B),
 dans le troisième rang du canton de Buckingham,
 dans la paroisse de l'Ange-Gardien, dans le district
 d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
 paroisse de l'Ange-Gardien, dans le dit district
 d'Ottawa, le **DIXIEME** jour de **MAI** prochain, à
DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
 Hull, 3 avril 1906.

Shérif.
 1399

[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME ANNEE BERGE-**
 No 1211. } **RON ET VIR** ; contre
CHARLES MARANDA, à savoir :

La juste moitié est du lot No 1276 (mille deux
 cent soixante et seize), du cadastre officiel pour le
 quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, conte-
 nant deux perches et demie de front sur cinq per-
 ches de profondeur, plus ou moins ; borné en front
 à la rue Saint-Georges, en arrière à Dame C. W.
 Carrier, à l'ouest à Dame Jean-Nérée Fournier, à
 l'est aux représentants de feu F.-X. Thompson,
 étant un emplacement situé sur la rue Saint-Geor-
 ges—avec les bâtisses dessus construites, circons-
 tances et dépendances. Sujet à une rente annuelle
 de \$18.00 constituée au capital de \$300.00, payable
 semi-annuellement le premier mai et le premier no-
 vembre chaque année, à Stanislas Poliquin ou ses
 représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **THE AMES HOLDEN COM-**
 No. 538. } **PANY OF MONTREAL,**
LIMITED, a body politic and corporate, duly incor-
 porated and having its head office and principal
 place of business in the city and district of Mon-
 treal, Plaintiff ; against **MEDARD LEMIEUX**, of
 Rapide L'Original, in the district of Ottawa, Defend-
 ant, to wit :

A lot or parcel of land being part of the lot
 known and designated as the number fifty one (51),
 of the third range of the township of Robertson, in
 the district of Ottawa, measuring 65 feet in length
 by 150 feet in depth, more or less, english measure ;
 bounded in front by a private road, to the north
 east by the public road, to the rear and to the south
 west by the property of Solyme Alix—with the
 buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of
 Papineauville, on the **NINTH** day of **MAY** next,
 at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,
 Hull, 30th March, 1906.

Sheriff.
 1402

[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Buckingham.

Ottawa to wit : } **WILFRED BLONDIN**, carter,
 No. 1360. } of the town of Buckingham,
 in the district of Ottawa, Plaintiff ; against **CY-**
RILLE PROULX, farmer, of the parish of l'Ange
 Gardien, in the said district of Ottawa, Defendant,
 to wit :

Lots numbers seventeen A (17A) and seventeen
 B (17B), in the third range of the township of
 Buckingham, in the parish of l'Ange Gardien, in
 the district of Ottawa—with the buildings thereon
 erected.

To be sold at the church door of the parish of
 l'Ange Gardien, in said district of Ottawa, on the
TENTH day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the
 forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,
 Hull, 3rd April, 1906.

Sheriff.
 1400

[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
 been seized, and will be sold at the respective times
 and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **DAME ANNEE BERGERON**
 No. 1211. } **ET VIR** ; against **CHARLES**
MARANDA, to wit :

The exact east half of lot No. 1276 (one thousand
 two hundred and seventy six), of the official
 cadastre for Notre-Dame ward of the town of Lévis,
 containing two perches and a half in front by five
 perches in depth, more or less ; bounded in front
 by Saint-George street, in rear by Mrs. C. W. Car-
 rier, on the west by Mrs. Jean Nérée Fournier, on
 the east by the representatives of the late F. X.
 Thompson, being a lot situate on Saint-George
 street—with the buildings thereon erected, cir-
 cumstances and dependencies. Subject to a yearly
 rent of \$18.00 constituted on the capital of \$300.00,
 payable half yearly on the first of May and first of
 November, every year, to Stanislas Poliquin or
 representatives.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.
Bureau du shérif, 1355
Québec, 5 avril 1906.
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **A CITE DE QUEBEC ; vs**
No 1209. } **JOSEPH LAMONTAGNE,**
à savoir :

Le lot No 1264 (mille deux cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER, Shérif.
Bureau du Shérif, 1353
Québec, 5 avril 1906.
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, pour le district de Saint-François

Saint-François, à savoir : } **ALFRED GAGNE,**
No 491. } **Demandeur ; contre**
OCTAVE BUREAU, Défendeur

Un morceau de terre situé dans le canton de Compton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Compton, comme lot numéro seize O (No 16 O), dans le quatrième rang du dit canton ; borné au front par la ligne du chemin de fer Grand-Tronc—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

R. A. BIRON, Député Shérif.
Bureau du Shérif, 1011.2
Sherbrooke, 13 mars 1906.
[Première publication, 17 mars 1906.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **TANCREDE BER-**
No 162. } **NIER, Deman-**
deur ; vs **ALDEGE ARCHAMBAULT, Défendeur.**

Une terre située en la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, sur le côté sud-ouest du chemin du Petit Rang, d'environ quinze arpents en superficie, voisin d'un côté un nommé Bernier, et de l'autre côté aux représentants de l'honorable Eusèbe Cartier, laquelle terre est connue et désignée sous le lot numéro

Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.
Sheriff's Office, 1356
Quebec, 5th April, 1906.
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ; vs**
No. 1209. } **JOSEPH LAMONTAGNE,**
to wit :

Lot No. 1264 (one thousand two hundred and sixty four), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Valier street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER, Sheriff.
Sheriff's Office, 1354
Quebec, 5th April, 1906.
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **ALFRED GAGNE,**
No. 491. } **Plaintiff ; against**
OCTAVE BUREAU, Defendant.

A piece of land situate in the township of Compton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Compton, as the lot number sixteen O (No. 16 O), in the fourth range of the said township ; bounded in front by the line of the Grand Trunk Railway—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at ONE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON, Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, 1012
Sherbrooke, 13th March, 1906.
[First published, 17th March, 1906.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } **TANCREDE BER-**
No 162. } **NIER, Plaintiff ;**
vs **ALDEGE ARCHAMBAULT, Defendant.**

A lot of land situate in the parish of Saint Thomas d'Aquin, on the south west side of the road called Petit Rang, of about fifteen acres in superficies ; bounded on one side by one named Bernier, and on the other side by the representatives of the late Honorable Eusèbe Cartier, which said land is

douze cent quatre (1204), au plan cadastral officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas d'Aquin, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 14 mars 1906. 1051.2
[Première publication, 17 mars 1906.]

known and designated as lot number twelve hundred and four (1204), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Hyacinth, —with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas d'Aquin, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. M. BORDUA,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 14th March, 1906. 1032
[First published, 17th March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour d. Circuit pour le comté de Champlain.—
District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **THE PEOPLE'S BANK OF HALIFAX**, Demanderesse ; contre **JOSEPH CANTIN**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la ville de Grand-Mère, faisant front sur la rue Chamberlain, mesurant quarante pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, à prendre le dit terrain au sud-est de la ruelle séparant le lot quatre-vingt-douze de celui présentement vendu, et désigné comme faisant partie des numéros treize et quatorze, du lot de subdivision quatre-vingt-dix, et étant les numéros quatre-vingt-dix-neuf et cent, du lot de subdivision quatre-vingt-treize (93), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand-Mère, en la ville de Grand-Mère, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 4 avril 1906. 1375
[Première publi. ation, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **OCTAVE MASSICOTTE**, Demandeur ; vs **LES HERITIERS** de feu Théotime St. Cyr, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-François Xavier de Batiscan, dans le rang du Fleuve, sur le côté nord du chemin public, contenant environ soixante et quinze perches en superficie, faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-deux (252), du cadastre d'icelle paroisse ; borné en front par le chemin public, en profondeur et des côtés nord-est et sud-ouest par le terrain de Timoléon St. Cyr—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 mars 1906. 1045.2
[Première publication, 17 mars 1906.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—
District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **THE PEOPLE'S BANK OF HALIFAX**, Plaintiff ; against **JOSEPH CANTIN**, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable :

A lot situate in the town of Grand-Mère, fronting on Chamberlain street, measuring forty feet in width by eighty feet in depth, english measure, said lot to be taken south east of the lane separating lot number ninety two from the one now sold, and described as forming part of numbers thirteen and fourteen, of the subdivision ninety, and as being numbers ninety nine and one hundred, of the subdivision of lot number ninety three (93), on the hypothecary cadastre of Sainte Flore—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand-Mère, in the town of Grand-Mère, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 4th April, 1906. 1376
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **OCTAVE MASSICOTTE**, Plaintiff ; vs. **THE HEIRS** of the late Théotime St. Cyr, Defendants.

As belonging to the said defendants, the following immovable :

A lot situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, in the range du Fleuve, on the north side of the public road, containing about seventy five perches in area, forming part of the lot number two hundred and fifty two (252), of the cadastre of the said parish ; bounded in front by the public road, in depth and on the north east and south west sides by the property of Timoléon St. Cyr—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHAS DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 14th March, 1906. 1046
[First published, 17th March, 1906.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-deuxième jour de mars 1906, d'adjoindre à la commission de la paix, pour le district de Montréal, MM. Herménégilde Godin, gérant, Frederick John Shaw, marchand, Narcisse Théophile Gagnon, industriel, Napoléon Chartrand, épiciier, John Patrick Dixon, gentilhomme, Alexander Watt, boulanger, John Drury, gentilhomme, Pierre Brault, charron, Wm. John McGee, comptable, David Anderson, agent, Jacob Franklin, manufacturier, de la cité de Montréal, M. Wilfrid Cédilot, cultivateur, de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, MM. Victor Bougie et Joseph Brault, rentiers, de Verdun, Magloire Labrecque, manufacturier, Adélar C. Miller, instituteur, et Joseph Vignault, surintendant, de De Lorimier, dans le comté d'Hoche-laga. 1383

Avis du Gouvernement

LOI CONCERNANT LES SYNDICATS D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Chicoutimi, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Chicoutimi", dont le principal bureau est situé à Chicoutimi.

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 4 avril 1906.

1363

Avis public est par les présentes donné que la société d'agriculture ci-après mentionnée, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformée à toutes les exigences du Statut 54 Victoria, chapitre 17, le soussigné autorise la formation de cette société, qui est par les présentes constituée en corporation.

Dans le comté de Bonaventure, la société ci-dessous est autorisée sous le nom suivant, savoir :

"Société d'agriculture division A, du comté de Bonaventure".

AUGUSTE TESSIER,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 4 avril 1906.

1361

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 5 avril 1906.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les règlements suivants soient mis en vigueur conformément à la section onze de la loi 6 Ed. VII, ch. 12.

RÈGLEMENTS.

1° Le memorandum auquel il est référé dans la section 4 de la loi, excepté pour les porteurs de bons, sera dans la forme d'une allonge ou bande annexée au certificat ou garantie, et fait de manière qu'il contienne le nom de la corporation émanant le scrip, le numéro d'icelui, la valeur au pair d'icelui et le nom du propriétaire d'icelui au temps que ce règlement devient en vigueur, et chaque propriétaire tel qu'il partagé avec son certificat ou garantie devra écrire sur l'allonge ou bande, de sa propre écriture, le nom des personnes avec lesquelles il contracte, et devra signer son propre nom comme vendeur et apposer le timbre vis-à-vis, et cela à chaque changement de propriété jusqu'à ce que le scrip soit remis à la corporation par laquelle il est émis, ou le bon est enregistré, suivant le cas.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty second day of March, 1906, to associate to the commission of the peace, for the district of Montreal, Messrs. Hermenegilde Godin, manager, Frederick John Shaw, merchant, Narcisse Théophile Gagnon, manufacturer, Napoléon Chartrand, grocer, John Patrick Dixon, gentleman, Alexander Watt, baker, John Drury, gentleman, Pierre Brault, carriage-maker, Wm. John McGee, accountant, David Anderson, agent, Jacob Franklin, manufacturer, of the city of Montreal, Mr. Wilfrid Cédilot, farmer, of Saint Philippe, in the county of Laprairie, Messrs. Victor Bougie and Joseph Brault, annuitants, of Verdun, Magloire Labrecque, manufacturer, Adélar C. Miller, teacher, and Joseph Vignault, superintendent, of De Lorimier, in the county of Hochelaga. 1384

Government Notice

AN ACT RESPECTING STOCK-BREEDING SYNDICATES.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Chicoutimi, under the name of "The Stock-breeding Syndicate of Chicoutimi", whose chief place of business is at Chicoutimi.

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.

Quebec, 4th April, 1906.

1364

Public notice is hereby given that the agricultural society hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 54 Victoria, chapter 17, the undersigned authorize the formation of this society, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Bonaventure, the following society is authorized under the following name, to wit :

"Agricultural society, division A, of the county of Bonaventure".

AUGUSTE TESSIER,
Minister of Agriculture.

Quebec, 4th April, 1906.

1362

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 5th April, 1906.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following regulations be put into force according to section eleven of the act 6 Ed. VII, ch. 12.

REGULATIONS.

1. The memorandum referred to in section 4 of the act, except for bearer bonds, shall be in the form of an allonge or slip attached to the certificate or security, and so made that it shall contain the name of the corporation issuing the scrip, the number thereof, the per value thereof and the name of the owner thereof at the time this regulation comes into force, and each owner has he parts with his certificate or security shall write upon the allonge or slip in his own handwriting, the name of the persons with whom he contracts, and shall sign his own name as vendor and affix the stamp opposite to it, and so on upon each change of ownership until the scrip is surrendered to the corporation by whom it is issued, or the bond is registered, as the case may be.

2° Le timbre sera oblitéré par l'emploi d'une estampe perforée.

3° Les transferts seront regardés comme ayant été faits *bona fide* pour la garantie de prêts, si au temps de les faire, le cédant fait un affidavit devant toute personne autorisée à administrer les serments et recevoir des affidavits dans cette province.

4° Tous les affidavits et déclarations requis en vertu de la loi ci-dessus mentionnée peuvent être faits devant tout officier ou toute personne autorisée à recevoir des affidavits dans cette province.

5° Dans les cas de bourses, dont les membres sont consentant de fournir des affidavits de temps à autre que toutes leurs transactions, soit sur l'échange ou autrement, qui sont imposables en vertu de 6 Ed. VII, ch. 12, sont rapportées à la bourse, la taxe peut être payée directement au percepteur ou au trésorier de la province, par l'exécutif de la bourse, en faveur de toutes personnes intéressées, et tels paiements de temps à autre par tel exécutif seront acceptés pour couvrir toutes taxes pouvant être prélevées antérieurement sur les garanties données par les membres de telle bourse, sans préjudice cependant au droit de la couronne pour recouvrer la taxe dans aucun cas où la taxe n'a pas été payée. Pourvu toujours que le trésorier de la province puisse discontinuer ce privilège dans le cas d'aucune bourse s'il est convaincu que les transactions des membres d'icelle ne sont pas ainsi rapportées.

6° Le numéro un des présents règlements ne s'appliqueront pas aux transactions affectées par les membres de toute telle bourse aussi longtemps que le privilège autorisé par la précédente section est continué à telle bourse.

7° Les corporations dont le stock, bons ou débetures sont donnés peuvent accepter dans aucun cas l'état par écrit de tout officier ou membre de telle bourse, que la taxe sur toute transaction a été payée par l'exécutif de la bourse.

8° Les corporations peuvent de la même manière accepter l'état par écrit de toute personne, qu'aucune transaction est par voie de garantie pour un prêt, ou est un prêt de stock entre les membres et la dite transaction sera exempte des taxes en vertu de la loi.

9° L'état par écrit auquel il est référé dans les paragraphes 7 et 8 peut être fait par le procureur de tel officier ou membre, et lorsqu'il est signé par tel procureur sera valable et aura le même effet que s'il avait été fait par tel officier ou membre personnellement, pourvu qu'il soit fourni à chacune des corporations auxquelles il est référé dans les dits paragraphes 7 et 8 qui peuvent y être intéressées, une lettre de tel officier ou membre reconnaissant le procureur signant tel état être son procureur, et comme commentant de tel procureur reconnaissant que jusqu'à ce que telle lettre soit révoquée par lui, le dit procureur est autorisé à signer tel état en sa faveur.

1381

WM. LEARMONTH,
Greffier du Conseil Exécutif.

La compagnie "The Babcock & Wilcox, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite "The Babcock & Wilcox, Limited", par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Harry Wray Weller, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 31 mars 1906.

2. The stamp may be obliterated by the use of a perforating stamp.

3. Transfers shall be held to have been made *bona fide* for the security of loans, if at the time of making the same, the transferor makes an affidavit before any person authorized to administer oaths and receive affidavits in this province.

4. All affidavits and declarations required for use under the above mentioned act may be made before any officer or person authorized to receive affidavits in this province.

5. In the case of stock exchanges, the members of which are willing to furnish affidavits from time to time that all their transactions, whether upon the exchange or otherwise, which are taxable under 6 Ed. VII, ch. 12, are reported to the exchange, the tax may be paid direct to the collector or to the provincial treasurer, by the executive of the exchange, on behalf of all concerned, and such payments from time to time by such executive shall be deemed to cover all taxes previously leviable upon the securities dealt in by the members of such exchange without prejudice, however, to the right of the crown to recover the tax in any case where the same as not been paid. Provided always that the provincial treasurer may discontinue this privilege in the case of any stock exchange if satisfied that transactions of members thereof are not so reported.

6. Number one of the present regulations shall not apply to transactions affected by the members of any such exchange so long as the privilege authorized by the preceding section is continued to such exchange.

7. Corporations whose stock, bonds or debentures are dealt in may accept in any case the written statement of any officer or member of such exchange that the tax upon any transaction has been paid through the executive of the exchange.

8. Corporations may in like manner accept the statement in writing of any person that any transaction is by way of security for a loan or is a loan of stock between members, and the same shall be free from taxes under the act.

9. The written statement referred to in paragraphs 7 and 8 may be made by the attorney of such officer or member, and when signed by such attorney shall avail and be of the same effect as though it had been made by such officer or member personally, provided that there be furnished to each of the corporations referred to in said paragraphs 7 and 8 who may be interested therein a letter from such officer or member recognizing the attorney signing such statement to be his attorney and, as the constituent of such attorney acknowledging that until such letter be revoked by him, the said attorney is authorized to sign such statement on his behalf.

1382

WM. LEARMONTH,
Acting clerk, executive council.

"The Babcock & Wilcox, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. "The powers conferred on the said Babcock & Wilcox, limited", by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created under and in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits instituted against it, is Mr. Harry Wray Weller, of the city of Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec; 31st March, 1906.

La compagnie "The Office Specialities Manufacturing Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite "The Office Specialities Manufacturing Company Limited", par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Adam Elder, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 4 avril 1906.

1385

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-septième jour de mars 1906, incorporant MM. Georges Simard, pharmacien, Arthur Mignault, médecin, Ferdinand François Robin, chimiste, Pierre Arsène Beaudoin, notaire, et Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir : la manufacture et le commerce en général des drogues et produits pharmaceutiques, sous le nom de "Robin & Cie., (incorporée)", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province de Québec, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trente et unième jour de mars 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1387

Avis de Faillites

AVIS AUX CRÉANCIERS.

Province de Québec, {
District de Québec. { *Cour Supérieure.*
No 1489

Dans l'affaire de MM. Griffin & Desnoyers, entrepreneurs, Faillies.

Avis est par le présent donné que le cinquième jour d'avril 1906, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur, et MM. George Borland, Wm. Doyle et E. Vézina, inspecteurs des biens des dits MM. Griffin & Desnoyers, lesquels ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées devant moi sous trente jours de cette date.

ERNEST F. WURTELE,
Curateur.

Bureau : 46, rue Dalhousie.
Québec, 7 avril 1906.

1407

District de Gaspé.

Désiré Levesque, de Sainte-Anne des Monts, marchand, a, le 5 avril 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 5 avril 1906.

1389

"The Office Specialities Manufacturing Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. The powers conferred on "The Office Specialities Manufacturing Company, Limited", by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created under and in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits instituted against it, is Mr. John Adam Elder, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 4th April, 1906.

1396

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1906, incorporating Messrs. Georges Simard, druggist, Arthur Mignault, physician, Ferdinand François Robin, druggist, Pierre Arsène Beaudoin, notary, and Louis Napoléon Dupuis, gentleman, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely : to manufacture and deal in drugs and pharmaceutical products generally, by the name of "Robin & Cie, (incorporée)" with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Its principal place of business in the province of Quebec, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirty first day of March, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1388

Bankrupt Notices

NOTICE TO CREDITORS.

Province of Quebec, {
District of Quebec. { *Superior Court.*
No. 1489.

In the matter of Messrs. Griffin & Desnoyers, contractors, Insolvents.

Notice is hereby given that on the fifth of April, 1906, by an order of the court, the undersigned was appointed curator, and Messrs. George Borland, Wm. Doyle and Ed. Vézina, inspectors to the property of the said Messrs. Griffin & Desnoyers, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

ERNEST F. WURTELE,
Curator.

Office : 46, Dalhousie street.
Quebec, 7th April, 1906.

1408

District of Gaspé.

Désiré Levesque, of Sainte Anne des Monts, merchant, has, on the 5th of April, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,

Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 5th April, 1906.

1390

District de Kamouraska.

Re Robert Jones, Sainte-Rose du Dégelé,

Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 mars 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 avril 1906.

1393

Province de Québec, }
District de Beauce. }

Dans l'affaire de Fred. E. Stevens, Agnès,

Failli.

Avis est par le présent donné que le troisième jour d'avril 1906, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

D. L. LIPPÉ,

Curateur.

Lac Mégantic, 4 avril 1906.

1397

District de Kamouraska.

Re Joseph St Amant, Cabano, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 mars 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 avril 1906.

1391

Licitation

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 9 mars 1906, dans une cause portant la No 1790, des dossiers de la dite cour, dans laquelle les Demandeurs sont : Dame Marie Décarie, de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de M. Félix Décarie, marchand, du même endroit, et le dit sieur Félix Décarie pour autoriser sa femme aux fins des présentes; et Joseph Noël Décarie, écuyer, avocat, de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal, contre Antoine Décarie, marchand; Bernadette Décarie, épouse commune en biens de Alphonse Décarie, cultivateur, et le dit Alphonse Décarie tant personnellement que pour autoriser sa femme; Appoline Décarie, fille majeure; Dame Rose-de-Lima Hurtubise, veuve de feu Félix Décarie, en son vivant cultivateur, agissant en sa qualité de tutrice à Ursule Décarie et Radégonde Décarie, toutes deux enfants mineurs issues de son mariage avec feu Félix Décarie, les cinq défendeurs ci-dessus nommés étant de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal; Maria Décarie, de la ville de la Côte-des-Neiges, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Alexandre Eustache Prudhomme, écuyer, notaire, du même endroit, et le dit Alexandre Eustache Prudhomme pour autoriser sa femme

District of Kamouraska.

Re Robert Jones, Sainte-Rose du Dégelé,

Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 29th March, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th April, 1906.

1394

Province of Quebec, }
District of Beauce. }

In the matter of Fred. E. Stevens, Agnès,

Insolvent.

Notice is hereby given that on the third day of April, 1906, the undersigned was appointed, by a court order, curator to the estate of the said insolvent.

All claims, duly attested under oath, shall be filed in my hands within thirty days from this notice.

D. L. LIPPE,

Curator.

Lake Megantic, 4th April, 1906.

1398

District of Kamouraska.

Re Joseph St. Amant, Cabano, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 29th March, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th April, 1906.

1392

Licitation

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 9th of March, 1906, in a cause bearing the number 1790, of the records of said court, wherein the Plaintiffs are : Dame Marie Decarie, of Notre Dame de Graces, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Mr. Felix Decarie, merchant, of the same place, and the said Mr. Felix Decarie to authorize his wife for the purposes hereof, and Joseph Noel Decarie, esquire, advocate, of the parish of Notre Dame de Graces, district of Montreal, against Antoine Decarie, merchant, Bernadette Decarie, wife common as to property of Alphonse Decarie, farmer, and the said Alphonse Decarie as well personally as to authorize his wife; Appoline Decarie, spinster; Dame Rose-de-Lima Hurtubise, widow of the late Felix Decarie, in his lifetime farmer, acting in her quality of tutrix to Ursule Decarie and Radegonde Decarie, both minor children issue of her marriage with the late Felix Decarie, the five defendants hereinabove named being of the parish of Notre Dame de Graces, district of Montreal; Maria Decarie, of the town of Cote des Neiges, wife separated as to property of Alexandre Eustache Prudhomme, esquire, notary, of the same place, and the said Alexandre Prudhomme to authorize his said wife for the purposes hereof; Felix Decarie, merchant, of the parish of

aux fins des présentes ; Félix Décarie, marchand, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, dit district, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un emplacement situé du côté est du chemin du Roi, de la Côte-Sainte-Antoine, en la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, district de Montréal, contenant quarante-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout mesure française, et plus ou moins, le dit emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-neuf (189), aux plan et livre de révois officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga ; et étant borné le dit emplacement ou la dite partie de lot en front par le chemin du Roi, de la Côte-Sainte-Antoine, en arrière et d'un côté, par d'autres parties du dit lot numéro cent quatre-vingt-neuf, sur le dit plan, et d'autre côté, au sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-quatre, sur le même plan — sans que les bâtisses érigées sur le dit emplacement soient comprises dans la dite vente, et sujettes au droit d'usufruit appartenant à Dame Marie Décarie, la demanderesse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, numéro trente et un, cour de pratique, au palais de justice, à Montréal, district de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après les dites vente et adjudication ; et, à défaut, par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE & TRUDEL,

1377 Avocats des demandeurs.
[Première publication, 7 avril 1906.]

Index de la Gazette Officielle de Québec No. 14.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :— Dmes Bercovitch vs Laibovitch, 710 ; Bercovitch vs Wolofsky, 710 ; Brunet vs Séguin, 711 ; Comeau vs St. Denis, 711 ; Favreau vs Gauthier, 712 ; Gélinas vs Désilets, 711 ; Goulet vs Gendron, 710 ; Gross vs Ornstein, 711 ; Kolber vs Bald, 712 ; Marshalok vs Wasilkofsky, 712 ; Thomas vs Drouin, 711.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dmes Leblanc vs Précourt, 710 ; Leonard vs Jewell, 710 ; McDermott vs Cooke, 711.

ANNONCEURS :—Avis aux :— Concernant avis, etc., 697.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :— Taxe sur les transferts d'actions, etc, 723.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALE ANNUELLE ET SPÉCIALE :— Cie du chemin de fer Québec-Central, 708.

ASSURANCE :— La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Berthier, 709.

BILLS PRIVÉS :— Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—703.

Notre Dame de Grâces, said district, are Defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit :

A lot situate on the east side of the King's highway of the Cote Saint Antoine, in the parish of Notre Dame de Graces, district of Montreal, containing forty eight feet in front by one hundred feet in depth, the whole french measure, and more or less, said lot forming part of the lot of land known and described as number one hundred and eighty nine (189), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga ; said lot or part of lot be bounded in front by the King's highway, on the Cote Saint Antoine, in rear and on one side by other parts of the said lot number one hundred and eighty nine, on the said plan, on the south west by lot number one hundred and eighty four, on the same plan — without the buildings erected on the said lot being comprised in the said sale, and subject to the right of usufruct belonging to Dame Marie Decarie, the plaintiff.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court, in room thirty one, practice court, in the court house, at Montreal, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the NINTH day of MAY next ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that all oppositions for payment must be filed within six days from the adjudication, and failing the parties to file such opposition with the delay hereby mentioned. they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE & TRUDEL,

1378 Attorneys for plaintiffs.
[First published, 7th April, 1906.]

Index of the Quebec Official Gazette. No. 14.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Bercovitch vs Laibovitch, 710 ; Bercovitch vs Wolofsky, 710 ; Brunet vs Séguin, 711 ; Comeau vs St. Denis, 711 ; Favreau vs Gauthier, 712 ; Gélinas vs Désilets, 711 ; Goulet vs Gendron, 710 ; Gross vs Ornstein, 711 ; Kolber vs Bald, 712 ; Marshalok vs Wasilkofsky, 712 ; Thomas vs Drouin, 711.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dmes Leblanc vs Précourt, 710 ; Leonard vs Jewell, 710 ; McDermott vs Cooke, 711.

ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices, &c., 697.

ORDER IN COUNCIL :— Tax on transfers of shares, &c, 723.

ANNUAL GENERAL AND SPECIAL MEETINGS :— Quebec Central Railway Coy, 708.

INSURANCE :— Mutual Fire Insurance Company of the parish of Berthier, 709.

PRIVATE BILLS :— Federal Parliament, notices respecting the :—703.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 706 ; Conseil législatif, 704.

CEROLE AGRICOLE :—Formation de :—Municipalité du village de Pointe-Fortune, 698.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—The American Surety Coy of New-York, 698 ; The Babcock and Wilcox, 724 ; The Official Specialties Manufacturing Coy, 725.

ERRATUM :—Lire : Mars 1906 au lieu de 1905, 698.

FAILLIS :—Bohemier, 712 ; Burman, 713 ; Fortier, 712 ; Griffin & Desnoyers, 725 ; Jones, 726 ; Labonté, 713 ; Lamontagne & Cie, 713 ; Levesque, 725 ; McCarry, 713 ; St. Amant, 726 ; Stevens, 726 ; The Three Rivers Gas, Heat and Power Coy, 713.

LETTRES PATENTES :—The C. Dupré Coy, Incorporated, 699.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Robin & Cie, 725.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité du village de Nominigou, 699.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots du grand rang de Saint-Raymond à la municipalité du village de Saint-Raymond, 665 ; Divers lots de Notre-Dame des Anges à Saint Remi du Lac au Sable, 699 ; Saint-Nazaire, comté de Dorchester, 699.

NOMINATIONS :—Cour des commissaires :—Canton Granby, 697.
Juges de paix :—District de Montréal, 723.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 697 ;

RÈGLE DE COUR :—Paquette & Frère vs Laferrière et vir, 714.

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE :—Formation de :—Division A, du comté de Bonaventure, 723.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE :—Formation de :—Syndicat de Chicoutimi, 723.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 701.

VENTE DE TERRAINS :—Ville de Saint-Louis, 700.

VENTES PAR LICITATION :—Chartrand vs Milmore, 714 ; Dme Décarie et al vs Décarie et al, 726.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Perrault vs Dme Kelly et al, 715.

BEAUCE :—Lessard vs Cloutier et al, 716 ; Maheux, Failli, 715.

BEAUHARNOIS :—D'Aoust vs Dme Dudevoir et vir, 717 ; Goodman (Dame) vs Boyd et al, 716.

IBERVILLE :—La ville de Saint-Jean vs Dme Grant et al, 717 ; Les commissaires d'écoles vs Grant et al, 718.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notions respecting the :—Legislative Assembly, 706 ; Legislative Council, 704.

FARMERS' CLUB :—Formation of :—Municipality of the village of Pointe Fortune, 698.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—The American Surety Coy., of New-York, 698 ; The Babcock & Wilcox, 724 ; The Official Specialties Manufacturing Coy., 725.

ERRATA :—Read March 1906 instead of 1905, 698.

INSOLVENTS :—Bohemier 712 ; Burman, 713 ; Fortier, 712 ; Griffin & Desnoyers, 725 ; Jones, 726 ; Labonté, 713 ; Lamontagne & Cie, 713 ; Levesque, 725 ; McCarry, 713 ; St-Amant, 726 ; Stevens, 726 ; The Three Rivers Gas, Heat & Power Coy., 713.

LETTERS PATENT :—The C. Dupré Coy., Incorporated, 699.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Robin & Cie, 726.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality of the village of Nominigou, 699.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, &c :—Several lots of the Grand rang of Saint Raymond to the municipality of the village of Saint Raymond ; 665 ; Several lots of Notre Dame des Anges to Saint Remi du Lac au Sable, 699 ; St. Nazaire, county of Dorchester, 699.

APPOINTMENTS :—Commissioners' court :—Township of Granby, 697.
Justices of the peaces : District of Montreal, 723.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 697.

RULE OF COURT :—Paquette & Frère vs Laferrière et vir, 714.

AGRICULTURAL SOCIETY :—Formation of :—Division A, of the county of Bonaventure, 723.

STOCK BREEDING SYNDICATE :—Formation of :—Syndicate of Chicoutimi, 723.

SALE OF TIMBER LIMITS, 701.

SALE OF LOTS :—Town of Saint Louis, 700.

SALES BY LICITATION :—Chartrand vs Milmore, 714 ; Dme Décarie et al vs Décarie et al, 726.

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA :—Perrault vs Dme Kelly et al, 715.

BEAUCE :—Lessard vs Cloutier et al, 716 ; Maheux, Insolvent, 717.

BEAUHARNOIS :—D'Aoust vs Dme Dudevoir et vir, 717 ; Goodman (Dame) vs Boyd et al, 716.

IBERVILLE :—The town of Saint John vs Dme Grant et al, 717 ; The school commissioners vs Dme Grant et al, 718.

MONTREAL :—Brault vs Duquette, 719 ; Dupuis vs Pagé, 719 ; La ville de Montréal-Ouest vs Taylor, 718 ; McGarry ès-qual vs McGarry, 718.

OTTAWA :—Blondin vs Proulx, 720 ; The Ames Holden Company vs Lemieux, 720.

QUÉBEC :—Bergeron (Dame) et vir vs Maranda, 720 ; La cité de Québec vs Lamontagne, 721.

SAINT-FRANÇOIS :—Gagné vs Bureau, 721.

SAINT-HYACINTHE :—Bernier vs Archambault, 721.

TROIS-RIVIÈRES :—Massicotte vs héritiers St Cyr, 722 ; The People's Bank vs Cantin, 722.

MONTREAL :—Brault vs Duquette, 719 ; Dupuis vs Pagé, 719 ; The town of Montreal-West vs Taylor, 718 ; McGarry ès-qual vs McGarry, 718.

OTTAWA :—Blondin vs Proulx, 720 ; The Ames Holden Company vs Lemieux, 720.

QUEBEC :—Bergeron (Dame) et vir vs Maranda, 720 ; The city of Quebec vs Lamontagne, 721.

SAINT FRANCIS :—Gagné vs Bureau, 721.

SAINT HYACINTH :—Bernier vs Archambault, 721.

THREE RIVERS :—Massicotte vs heirs St. Cyr, 722 ; The People's Bank vs Cantin, 722.

